



Termes de référence pour la réalisation de l'évaluation-capitalisation de 3 projets multi-pays (CZZ) sur la gestion des déchets plastiques en contexte de petits Etats insulaires

SOMMAIRE

1	Préambule.....	2
2	Description du projet à évaluer	2
2.1	Contexte et évolution	2
2.2	Projet financé par l'AFD.....	3
3	Attentes de l'évaluation et questionnaire évaluatif	8
3.1	Origine de la demande et attentes vis-à-vis de l'évaluation.....	8
3.2	Questionnement évaluatif	8
4	Etapes et livrables de l'évaluation	11
4.1	Cadrage de l'évaluation	11
4.2	Collecte des données	12
4.3	Elaboration du rapport provisoire puis final	12
5	Organisation de l'évaluation	13
5.1	Durée et calendrier de l'évaluation	13
5.2	Pilotage et suivi de l'évaluation	14
6	Moyens : expertises recherchées et budget	14
6.1	Compétences requises pour mener l'évaluation.....	14
6.2	Budget de l'évaluation	14
7	Annexes aux Termes de Référence	15
7.1	Annexe 1– Cadre logique du projet	15
7.2	Annexe 2 – Plan du rapport d'évaluation.....	15

1 Préambule

Dans le cadre de son dispositif d'évaluations de projet, l'Agence française de développement évalue avec ses partenaires (soit à mi-parcours, soit à l'achèvement ou après achèvement – parfois au fil de l'eau) les projets et programmes qu'elle finance. Cette démarche répond au souci de l'AFD de promouvoir un dialogue sur les résultats avec ses partenaires, de tirer les leçons des interventions passées et d'assurer une information objective sur la bonne utilisation des fonds publics qu'elle est chargée de mettre en œuvre.

Ces évaluations sont généralement pilotées et financées par l'AFD, confiées à des consultants externes et associent le plus étroitement possible ses partenaires nationaux, maîtres d'ouvrage (MOA) des projets et programmes concernés.

Les évaluations ont pour principal objectif de formuler un jugement crédible et indépendant sur les questions clefs que soulèvent le bien-fondé, la mise en œuvre et les effets des projets. Elles sont pensées comme des exercices « sur-mesure » prenant en compte les spécificités des projets et les attentes particulières de leurs parties prenantes, afin de rendre ces exercices les plus utiles possibles dans une logique d'amélioration des pratiques et d'aide à la décision. Les approches et méthodologies proposées par les consultants s'inscriront dans les standards qualité normatifs internationaux (standards du CAD-OCDE notamment). Les évaluations suivent les principes énoncés dans la politique d'évaluation de l'AFD.

Dans ce cadre, l'AFD, en lien avec les maitrises d'ouvrage des trois projets concernés par la présente prestation (Organisation des États de la Caraïbe Orientale – OECS pour le projet Recycle, Commission de l'océan indien pour le projet ExPLOI, Programme Régional Océanien de l'Environnement (PROE) pour le projet SWAP), souhaite recruter un consultant pour :

- (i) Une capitalisation et synthèse de l'ensemble des études, recherches et connaissances produites dans le cadre de ces projets
- (ii) Une évaluation des trois projets liés à la gestion de déchets plastiques dans le contexte de petits Etats insulaires ;

2 Description des projets à évaluer

2.1 Contexte et évolution

Gestion des déchets plastiques en contexte insulaire

La gestion des déchets est un enjeu de taille pour les États insulaires dans un contexte d'augmentation des produits importés, de développement du tourisme et de manque d'infrastructures en capacité de gérer et d'éliminer en toute sécurité les déchets notamment ainsi que les substances toxiques et polluantes. Cet enjeu a des conséquences majeures sur les environnements terrestres insulaires, la pollution des eaux et marin. C'est une menace pour les écosystèmes et pour l'économie bleue, car elle affecte la valeur des biens et services fournis par les océans, notamment la qualité des pêches et l'environnement marin, très apprécié par le secteur du tourisme. Elle contribue également à une

pollution terrestre des sols et des eaux ainsi qu'à une détérioration du littoral. Ces états insulaires (i) se voient composés en grande partie d'espaces littoraux importants, les exposant davantage aux pollutions plastiques et micro plastiques, (ii) ont pour activité économique le tourisme dont les secteurs (hôtellerie, restauration) génèrent beaucoup de déchets, (iii) sont dépendants sur le plan alimentaire et ont particulièrement recours aux importations.

Ces institutions régionales ayant des mandats de coopération et d'action généraliste ou avec un focus sur l'environnement ont été en demande de travailler sur ces thématiques de gestion de déchets car ce sont des sujets dont les impacts sont visibles pour leurs états membres et pour lesquels ils sont particulièrement vulnérables. Par ailleurs, les projets s'inscrivent pleinement dans la stratégie Trois Océans de l'AFD répondant à l'objectif de développer les initiatives partenariales en renforçant des institutions régionales.

2.2 Projets financés par l'AFD

2.2.1 Projet Recycle (OECS) – CZZ2895

L'objectif de ce projet, financé sur fonds délégués de l'Union Européenne dans le cadre de son programme de gestion des déchets solides pour un montant de 2,5 MEUR sur la période 2021-2025, est de lutter contre la pollution plastique et ses effets dévastateurs sur la biodiversité et la santé humaine. Il permettra la création d'un modèle économique durable pour la gestion et le recyclage des déchets plastiques entre les pays de l'Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECS) dont la Guadeloupe et la Martinique sont membres associés.

Le projet vise la réduction des déchets plastiques, la structuration d'une filière de collecte et de traitement de ces déchets, et la préfiguration de l'éventuelle implantation dans la région d'une infrastructure de traitement des déchets. Il consiste par ailleurs en la mise en place de deux projets pilotes qui viseront à tester sur deux territoires distincts les modalités de mise en œuvre de la collecte de déchets plastiques et de leur exportation vers des points de recyclage au plus près des lieux de production. Ils interrogeront aussi l'opportunité de collecter et traiter d'autres formes de déchets plastiques que le PET et le PEHD, dans le respect des dispositions de la convention de Bâle, encadrant le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination. L'objectif est également de diffuser au maximum les connaissances acquises au fil de la mise en place des pilotes et sensibiliser les différentes parties prenantes aux risques environnementaux et sanitaires liés à la pollution plastique.

L'organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECS)- organisation intergouvernementale internationale dédiée à l'intégration régionale dans la Caraïbe orientale regroupant 12 pays¹ – est le bénéficiaire de la subvention et le maître d'ouvrage du projet, assurant la gestion financière du projet, le suivi opérationnel ainsi que les activités liées à la communication, la visibilité du projet et les relations institutionnelles.

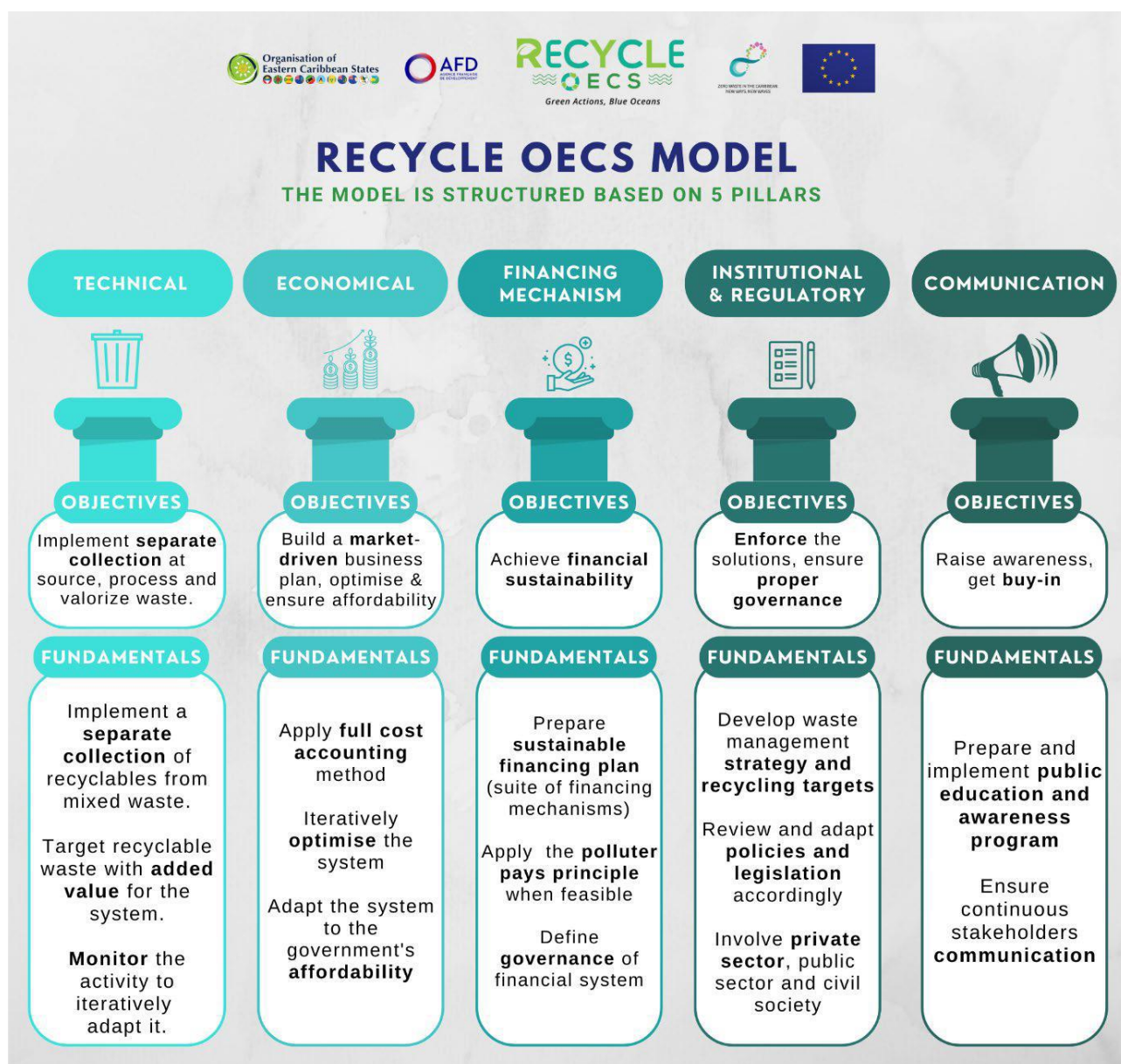
En termes d'impacts, les attentes et résultats sont les suivants :

- La diminution des pollutions plastiques en mer et/ou finissant leur course dans les cours d'eau ou dans des décharges non contrôlées.

¹ Antigua-et-Barbuda, Saint-Kitts-et-Nevis, Montserrat, Anguilla, les Îles Vierges britanniques, la Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Grenade, ainsi que la Martinique, la Guadeloupe et Saint-Martin.

- La diminution des plastiques consommés, voire l'application de leur interdiction pour les plastiques à usage unique et la sensibilisation du public à l'environnement en général et aux pollutions plastiques en particulier
- La mise ne place d'un système de collecte systématique pour les résines recyclables et réutilisables ;
- La mise au point d'un modèle économique et d'une chaîne logistique de collecte et de recyclage
- Le renforcement du dialogue de politique publique et du plaidoyer sur la gestion des déchets et les pollutions plastiques au niveau régional

Les composantes du projet sont au nombre de 5 (piliers)



Dans le cadre de la composante technique ont notamment été mis en œuvre deux projets pilotes de gestion de déchets plastiques sur l'ensemble de la chaîne (collecte, traitement et valorisation) pour un montant de 2,2M€.

Information complémentaire :

- Le projet doit s'achever en avril 2025, mais une requête de financement pour une phase 2 a été reçue par l'AFD qui a décidé d'engager une instruction pour laquelle la présente évaluation sera importante.

2.2.2 Projets SWAP 1 et 2 (CZZ2396 et CZZ3544)

L'adoption et la mise en œuvre de politiques efficaces en matière de gestion des déchets demeurent une nécessité, mais également un défi de taille pour les Etats et Territoires Insulaires Océaniques (ETIO). En premier lieu, il s'agirait de renforcer le cadre institutionnel du secteur en travaillant sur la séparation des fonctions de réglementation, de régulation et d'exécution, mais aussi développer des politiques de prévention et de réduction de la production des déchets à la source.

Le manque de financements publics pour la mise en place de système de collecte et traitement des déchets, la notion de pollueur-payeur ou celle de responsabilité élargie des producteurs peinant à s'implanter dans le Pacifique, font de la gestion des déchets un secteur fortement dépendant de l'aide internationale.

La petite taille des territoires, la dispersion des populations et l'éloignement des territoires les uns des autres rendent plus difficile une gestion efficace des déchets et une recherche d'économie d'échelle. Cette situation est encore plus criante quand il s'agit de déchets dits « spéciaux ou particuliers » dont la quantité est réduite mais le niveau de dangerosité est élevé. C'est le cas des huiles usagées pour lesquelles les problématiques de stockage de transfert et de traitement/régénération sont souvent peu ou pas pris en charge par les petits états insulaires. Enfin, la création de nouvelles infrastructures de traitement de déchets (en particulier la création de Centre d'Enfouissement Technique pour remplacer les décharges) aux normes impose des coûts d'investissement et d'exploitation élevés, ce qui constitue un frein important.

Mobilisé sur cet enjeu régional, le PROE, en consultation avec les 21 Etats membres a établi une stratégie régionale de gestion des déchets et des pollutions. Cette vision stratégique appelée *Cleaner Pacific 2025* a servi de cadre général aux activités régionales de lutte contre les pollutions et de gestion des déchets.

Le projet SWAP 1 a été développé sur la base de cette stratégie. D'un montant de 3M€, ce projet qui couvre la période 2020-2024, se concentre sur les enjeux suivants :

- La gestion des huiles usagées, qui se développe avec l'urbanisation et la modernisation des ETIO. Le PROE estime que 8 millions de litres sont aujourd'hui produits dans la région, dont 45% seulement sont exportés pour traitement ou réutilisés, le reste étant stocké dans des sites souvent inappropriés. Les enjeux du secteur portent sur la salubrité et l'imperméabilité avec le milieu naturel des zones de stockage, le développement de solutions de proximité pour la réutilisation des huiles usagées et l'élaboration de plans de gestion et de financement des mécanismes de traitement des huiles usagées.
- La prolifération des débris marins et des microplastiques, qui génère un coût important pour les communautés qui vivent le long des côtes, particulièrement celles qui dépendent du tourisme ou de la pêche. Cette pollution génère aussi un coût plus important à long terme sur les écosystèmes, la santé publique et le tourisme.
- La gestion des déchets post-catastrophes naturelles est un sujet qui prend de l'ampleur avec l'accroissement de la puissance des événements climatiques. Ces événements produisent une

quantité importante et soudaine de déchets supplémentaires qui ne peuvent être traités par les structures existantes.

- Le financement des politiques de gestion des déchets est un enjeu croissant pour ces économies en développement. Il s'agit d'appuyer la mise en place de solutions adaptées de gestion des finances publiques comprenant des systèmes de taxation / redevance, et de réglementation (principes de pollueur-payeur ou responsabilité élargie des producteurs).

Le plan de passation de marché 2020-2024 du projet SWAP 1 prévoit la répartition suivante :

- Composante 1 : programme de formation régionale : 170k€
- Composante 2 : mise en œuvre de projets pilotes : 1,5M€
- Composante 3 : animation d'une communauté de pratiques : 340k€

Le projet SWAP 2, d'un montant de 4,3M€ sur la période 2025-2028, vise à poursuivre, consolider, et amplifier les activités de gestion des déchets dans le Pacifique engagées dans la première phase. En particulier, le projet se concentra sur le financement de projets pilotes autour des déchets marins, huiles usagées et déchets solides en lien avec l'économie circulaire. Le plan de financement du projet SWAP 2 est le suivant :

- Composante 1 : gestion des déchets marins : 0,3M€ (formation à la collecte, audit et collecte des déchets, sensibilisation des populations et des pouvoirs publics)
- Composante 2 : gestion des huiles usagées : 1,1M€ (projets pilotes, formation de parties prenantes, développement de politiques publiques)
- Composante 3 : gestion des déchets solides et économie circulaire : 1,2M€ (équipements et matériels, soutien d'initiatives d'économie circulaire).
- Composante 4 : Collaboration régionale : 260k€
- Composante 5 : Gestion du projet : 1,4M€
- La dimension de collaboration régionale sera déclinée de manière transverse au sein de chacune des thématiques déchets, assurant une complémentarité du SWAP, et un meilleur ancrage au sein du paysage de programmes régionaux dans le Pacifique. Les financements permettront la définition de politiques publiques sur les déchets et de cadres d'organisation à travers par exemple l'élaboration de plans de gestion (huiles usagées, et plastique notamment), des activités de renforcement de capacité à travers de la formation des acteurs publics et privés et, pour finir, l'achat d'équipements et développement de petites infrastructures.

Le projet SWAP 2 a été élaboré sur la base des réussites et leçons apprises de la première phase, capitalisées dans une étude de bilan du SWAP 1 réalisée par un consultant indépendant. Une étude de faisabilité spécifique au SWAP 2 est venue compléter cette analyse et détailler les activités et mode opératoire du projet.

Information complémentaire : la phase 1 du projet s'achèvera en juin 2025 et la convention de financement pour la phase 2 a été signée en décembre 2024. Le projet se situe donc dans la finalisation des premières activités et dans la définition des deuxièmes. Une évaluation sommaire pour la phase 1 a été menée au printemps dernier. L'objectif de l'évaluation est d'étudier la phase 1 et la formulation des activités dans la phase afin de proposer des recommandations pour la conduite de la phase 2.

2.2.3 **Projet ExPLOI (CZZ2529)**

La Commission de l'Océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale regroupant les Comores, Madagascar, la France au titre de La Réunion, Maurice et les Seychelles. Chaque État membre est représenté par un Officier permanent de liaison. Le secrétariat général de la COI assure le bon fonctionnement de l'organisation et est sous la responsabilité du secrétaire général de la COI.

La mission de la COI est d'accroître le niveau de vie des populations par la valorisation des ressources marines et côtières et la promotion d'un développement socio-économique respectueux de l'environnement. Ainsi, la COI organise ses activités autour de cinq domaines d'intervention (DI) :

- DI 1 : Stabilité et diplomatie, santé, genre et mobilité ;
- DI 2 : Espace économique et infrastructures régionales ;
- DI 3 : Pôles de croissance bleue et verte, spécialisation et valorisation économique ;
- DI 4 : Environnement durable et changement climatique ;
- DI 5 : Identité indianocéanique et valorisation des ressources humaines et naturelles.

Le projet ExPLOI s'intègre au département d'intervention n°4 : « Environnement durable et changement climatique ».

La Commission de l'Océan Indien a reçu une subvention d'un montant de 5 millions d'euros de l'Agence Française de Développement (AFD) et une subvention d'un montant de 1,7 million d'euros du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) pour le financement du projet d'« Expédition Plastique Océan Indien (ExPLOI) ». Une convention de financement commune aux deux subventions a été signée le 9 juillet 2021.

Le projet ExPLOI vise à lutter contre la pollution plastique en soutenant au niveau régional l'évolution des comportements et l'engagement des parties prenantes, particulièrement les entreprises, dans une dynamique « 3R », grâce à la production de connaissances scientifiques partagées, au déploiement d'action de conscientisation et par le soutien au développement de pratiques et innovations vertueuses en matière de réduction de l'utilisation des plastiques, de l'utilisation de produits alternatifs aux plastiques ou d'un changement de modèle économique autour du plastique.

À cet effet, le programme ExPLOI poursuit la double finalité suivante :

- Créer les conditions de l'évolution des comportements et des pratiques autour de l'utilisation du plastique ;
- Accompagner l'émergence de dynamiques alternatives au plastique en encourageant les acteurs économiques à engager une démarche d'économie circulaire.

Pour atteindre ces objectifs, le projet se structure en quatre composantes :

- Composante 1 (1,4 MEUR) : Développer une base de connaissance partagée sur l'état des pollutions marines et les spécificités du sud-ouest de l'océan Indien en matière de déchets plastiques ;
- Composante 2 (1,1 MEUR) : Impliquer et responsabiliser les publics cibles ;
- Composante 3 (0,6 MEUR) : Accompagner et stimuler les initiatives et les projets ;
- Composante 4 (2,1 MEUR) : Identifier et accompagner les projets de substitution ou de recyclage du plastique.

Suite à des retards dans le recrutement de l'assistance technique à maîtrise d'ouvrage, le projet n'a opérationnellement débuté qu'en septembre 2024.

3 Attentes de l'évaluation et questionnement évaluatif

3.1 Origine de la demande et attentes vis-à-vis de l'évaluation

Alors que deux des trois projets sont en phase d'achèvement (Recycle et SWAP1), l'AFD cherche à faire un bilan sur l'efficacité de ces projets et d'identifier des pistes d'amélioration, dans la perspective de préparer les prochaines phases d'intervention (notamment la suite de Recycle) mais également de nourrir une réflexion sur ce type d'approche.

Bien que les trois projets portent sur des activités différentes, ils ont en commun d'avoir été confiés à des MOA régionales et d'intervenir dans des contextes proches (petite population, activité touristique, faible maturité des systèmes de gestion des déchets, pollutions terrestres et marines). Ces trois projets ont également proposé des activités « soft » et ne s'inscrivent pas dans des projets d'infrastructures, approche plus classique chez VIL sur la thématique.

Ainsi, une évaluation des trois projets sera mise en œuvre avec des questions évaluatives communes afin de dégager des recommandations détaillées et opérationnelles pour alimenter l'instruction de projets similaires dans le futur. Un enjeu primordial de cette prestation sera de conduire un travail de capitalisation au niveau des trois projets pour saisir les avantages et inconvénients de cette approche qui avait été privilégiée par VIL lors de l'instruction de ces projets. Pour ce faire, le consultant devra privilégier une approche de type « capitalisation d'expérience », en mobilisant les différentes parties prenantes de l'AFD en lien avec ces projets.

Un enjeu de capitalisation porte sur la capitalisation des différents savoirs accumulés dans le cadre de la mise en œuvre des trois projets. Ce travail de synthèse des savoirs permettra de dégager des recommandations pour l'AFD pour appréhender à l'avenir les enjeux de gestion des déchets (notamment plastiques) en milieu insulaire.

3.2 Capitalisation et questionnement évaluatif

Afin de répondre aux attentes de cette prestation le consultant devra conduire plusieurs exercices :

- 1. Une capitalisation des savoirs : Il s'agira de produire une synthèse des savoirs, propres à chaque projet ou transversaux, accumulés dans le cadre de la mise en œuvre des projets et de produire une synthèse assortie de recommandations pratiques.**

Les savoirs concernés portent sur les thématiques suivantes :

- Gestion des déchets notamment plastiques et spécifiques (débris de catastrophes, huile usagée etc.)
- Initiative de recyclage
- Politique publiques de protection de l'environnement notamment lié à la gestion des déchets
- Pollution des environnements marins et terrestres liés aux déchets

On peut estimer le nombre de rapports/études à une soixantaine dont 21 pour le projet OECO, 10 pour Exploi et environ 30 pour SWAP.

Méthodologie : Ce travail consistera en une revue documentaire et une note de synthèse des principaux enseignements. Il semble utile de le mener en parallèle de l'évaluation dans la mesure où il pourra également alimenter les réponses aux questions évaluatives. Le consultant devra préciser l'articulation entre les deux exercices lors de la phase de cadrage.

2. L'évaluation de la grappe des 3 projets sur les déchets :

Les questions suivantes devront être traitées pour chacun des trois projets. Elles sont fournies à titre indicatif. Il est attendu du consultant qu'il précise le périmètre et l'étendu des questionnements lors de la phase de cadrage, et notamment des questions évaluatives transversales et des questions propres aux spécificités des différents projets.

Q1 : Dans quelle mesure les projets étaient-ils pertinents pour répondre aux enjeux de la gestion des déchets en territoire insulaire ? Ont-ils été formulé dans un contexte propice à leur déploiement ?

Les sujets suivants pourront être explorés :

- La pertinence des sujets et des composantes formulées
- La maturité du contexte dans lequel ils ont été déployés
- La qualification des résultats que les projets ont engendrés
- L'alignement avec les politiques régionales ou internationales (par exemple, sur le projet Recycle, comment s'est-elle alignée sur les objectifs définis dans les politiques régionales et internationales de l'OECO, telles que la Politique océanique régionale des Caraïbes orientales et l'Agenda 2030 pour le développement durable ?)

Q2 : Dans quelle mesure les modes opératoires des différents projets étaient-ils adéquats et ont favorisés l'atteinte des résultats escomptés ? Dans quelle mesure est-il pertinent de s'appuyer sur des organisations régionales pour ce type de projets ?

Les sujets suivants pourront être explorés :

- La pertinence et l'efficacité du mode opératoire des projets
- La pertinence de l'approche régionale sur la thématique : Plus-value et limites de l'approche régionale sur le sujet gestion des déchets plastiques par rapport à d'autres approches (vs. Appui au niveau national, action via des ONG par exemple) notamment en ce qui concerne les activités de plaidoyer, la formulation de politiques publiques, le déploiement de projets pilotes, recherche, formation et sensibilisation ;
- Suite aux activités menées dans le cadre des projets, quelle a été la capacité de mobilisation des secteurs nationaux de gestion des déchets en termes d'investissement et de réglementation, sur la capacité d'entraînement du secteur privé ?
- Rôle de ces initiatives sur la génération de pipes de projets pour l'AFD et pour les Pays / analyse du positionnement idoine de la chefferie de projets.
- Dans une optique de pérennité des actions, quelle a été la capacité des MOA régionales à monter en compétences sur les thématiques des projets ? (Efficacité des dispositifs de gestion de projet (UGP/AT) auprès des entités régionales)

Q3 : Dans quelle mesure les projets ont atteint les résultats escomptés ? Quels sont les facteurs qui ont contribué à leur réussite (ou non) ?

Les sujets suivants pourront être analysés :

- Analyse détaillée des cadres logiques et des résultats
- Sur le projet Recycle : Quels résultats spécifiques en matière de gouvernance, de politique et de renforcement des capacités peuvent être attribués au projet Recycle OECS, et comment ces résultats ont-ils contribué, au niveau des États membres participants et au niveau du contexte régional plus large, à la promotion d'une gestion durable des océans ?
- Recensement et analyse des activités déployées (pertinence, qualité, efficacité) notamment sur les activités de plaidoyers/partage d'expériences mais aussi sur les projets pilotes de chaque projet. L'objectif est de pouvoir formuler des recommandations sur les projets pilotes (éviter d'avoir des listes d'équipements, ou des campagnes de ramassage qu'avec des femmes et des enfants par exemple)

NB : cette question s'applique surtout aux projets Recycle et Swap1 et dans la mesure de ce qui a déjà été mis en œuvre sur le projet Swap 2 et le projet ExPLOI. Une mission de terrain à Sainte-Lucie, sera réalisée pour répondre à cette question pour le projet Recycle.

Q4 : Quelles sont les axes d'amélioration par type d'activités, mode opératoire, séquençage entre les activités ? Recommandations sur les activités à mettre en œuvre en priorité : Quel séquençage adopter ? Quelles activités abandonner au niveau des CZZ ? (en fonction de la durée du projet : 2-3 ans). L'objectif est de formuler des recommandations améliorant l'efficacité et l'impact de ce type de programme comprenant des activités presque uniquement soft.

Sur le projet Recycle, une analyse plus spécifique des axes d'amélioration sur les points suivants sera réalisée :

- Équité : Comment le projet Recycle OECS a-t-il fait en sorte que ses processus de planification et de mise en œuvre soient inclusifs et équitables, et quelles mesures ont été prises pour garantir une participation et des avantages égaux aux hommes et aux femmes, ainsi qu'aux États membres non participants ?
- Efficacité : Le projet Recycle OECS a-t-il été en mesure d'affecter de manière optimale son budget à ses diverses activités, et dans quelle mesure le projet a-t-il géré efficacement les ressources financières ?

Sur les bases des conclusions des différentes analyses menées sur les questions évaluatives ci-dessus, le consultant devra préciser quels sont les enseignements que l'on peut tirer de ces interventions et quelles sont les recommandations pour permettre à l'AFD de mieux appréhender à l'avenir les enjeux de gestion des déchets (notamment plastiques) en milieu insulaire. L'objectif est de venir nourrir la réflexion sur comment l'AFD peut travailler dans ces petits territoires (outils financiers à utiliser mais également type d'activités pertinentes). Le consultant devra par ailleurs évaluer dans quelle mesure les interventions sur ces sujets contribuent à l'influence de la diplomatie française ?

Dans leur analyse des questions évaluatives, les consultants devront porter une attention particulière aux thématiques transversales suivantes, sur lesquelles l'AFD s'est engagée : climat, biodiversité,

Ces questions évaluatives sont formulées ici à titre indicatif. Si cela s'avère utile les consultants pourront éventuellement proposer de les retravailler et de les affiner avec les différents acteurs du projet durant la phase de cadrage de l'évaluation.

Le consultant devra impérativement fournir un jugement argumenté sur chacune des questions d'évaluation.

4 Etapes et livrables de l'évaluation

Le travail d'évaluation s'appuiera sur une démarche en trois étapes :

- Cadrage de l'évaluation ;
- Collecte des données dont une mission de terrain à Sainte-Lucie (siège de l'OECO)
- Elaboration du rapport provisoire puis final.

4.1 Cadrage des travaux évaluatifs

Au cours de cette phase préparatoire, le consultant doit :

- Rassembler et consulter toutes les informations et tous les documents relatifs au projet évalué (instruction, exécution, suivi) et à la compréhension de son contexte ;
- Identifier toutes les parties prenantes du projet ;
- Conduire des entretiens avec les personnes clés impliquées ou ayant été impliquées dans la conception, la gestion et la supervision des projets.
- Etablir un récit condensé des projets (3 pages maximum) qui devra notamment rappeler les objectifs des projets, leurs modes opératoires, les parties prenantes, le déroulement des projets et l'évolution du contexte pour en restituer les enjeux. Ce récit est important pour la mémoire institutionnelle de l'AFD et du MOA. Il est intégré dans le rapport d'évaluation de chaque projet (cf. trame du rapport d'évaluation en annexe 2).
- Analyser la logique d'intervention des projets en étudiant (ou en reconstituant si ceux-ci ne sont pas disponibles ou de mauvaise qualité) le cadre logique des projets (cf. annexe 1) et son éventuelle évolution au cours des projets ainsi que sa cohérence avec l'avis développement durable du projet qui qualifie l'ambition des projets.
- Produire :
 - o Une approche méthodologique pour chacun des exercices qui précisera les objectifs, les contributeurs, le pilotage et l'animation ainsi que les destinataires finaux et les livrables associés.
 - o Pour les évaluations des projets : un référentiel d'évaluation qui part de chacune des questions évaluatives pour (i) les décliner en critères de jugement ou hypothèses (éventuellement déclinés à leur tour en indicateurs ou signaux) lesquels explicitent les étapes du jugement permettant de répondre aux questions, puis (ii) préciser les sources d'information permettant de documenter ces critères, hypothèses ou indicateurs (documents, entretiens, focus groups, enquêtes...).
 - o Pour la capitalisation documentaire : des propositions précises sur les thématiques à traiter et la structuration du livrable final détaillé (Cf. paragraphe 7.2 dans l'annexe au rapport)

Ces différents éléments d'analyse devront être présentés dans une note de cadrage (**livrable 1**) de 10 à 15 pages (hors annexes) et qui fera l'objet d'un échange au sein du comité de pilotage de l'évaluation

(voir 5.2). Cette note de cadrage doit démontrer la compréhension par le consultant de toutes les dimensions du projet et de ses enjeux.

La validation de la note de cadrage est une étape clé qui conditionne la poursuite de la prestation.

4.2 Collecte des données

Afin de répondre aux attentes formulées au paragraphe 3, il sera attendu de l'évaluateur qu'il démontre sa capacité à mobiliser des sources diverses, à les trianguler entre elles et à porter un regard critique sur leur fiabilité : revue documentaire, entretiens semi-directifs, focus groups, analyse de données statistiques existantes, enquêtes ad hoc, observations de terrain, voire analyse de données satellitaires le cas échéant. La collecte d'information et de données devra assurer autant que de possible la participation des bénéficiaires finaux du projet afin de recueillir leurs opinions sur le projet ou les évolutions qu'ils perçoivent en lien avec le projet.

Une mission sera à prévoir sur le projet OECO (Sainte-Lucie).

A la fin de la mission, une réunion de debriefing devra être organisée avec l'agence de l'AFD, dans la mesure du possible la MOA, EVA, le/la REP (responsable d'équipe projet) du projet et le/la Responsable pays pourront également être associés.

4.3 Elaboration des rapports provisoires puis finaux

A la suite de la phase de collecte et sur la base des constats découlant de l'analyse des informations et données recueillies sur le terrain, le consultant travaillera à la rédaction d'un rapport unique provisoire qui distinguera clairement les deux exercices du paragraphe 3 et, pour chaque question évaluative, les constats transversaux aux trois projets ainsi que les constats spécifiques à chaque projet.

Le rapport provisoire de l'évaluation (**livrable 2**) devra présenter l'ensemble de cette analyse et le lien logique entre les constats et les conclusions. Il devra intégrer les premières pistes de leçons apprises et des recommandations notamment en lien avec des perspectives de poursuite (nouvelle phase) des projets. Le rapport ne devra pas excéder 15 pages et sera publié sur le site Internet de l'AFD. Un document annexe non publié le complètera. Le modèle de plan du rapport à respecter est présenté en annexe 2.

Le rapport provisoire fera l'objet d'une présentation et d'une discussion en comité de pilotage (voir en 5.2) et éventuellement auprès d'autres équipes de l'AFD (cf. infra).

Les consultants animeront un échange dédié à la réflexion sur les leçons apprises et éventuellement recommandations avec les parties prenantes du projet, dans une logique de co-construction.

Dans son rapport final, le consultant identifiera et distinguera des leçons et des recommandations stratégiques et/ou opérationnelles au niveau de chaque projet et au niveau transversal, notamment pour améliorer les futurs projets (prochaines phases ou interventions similaires dans d'autres contextes), sur les pratiques générales du cycle du projet à l'AFD (instruction, mise en œuvre, suivi, etc.) ou sur les modes de faire du maître d'ouvrage.

- Les « leçons » sont des enseignements tirés de l'évaluation permettant d'en faire le bilan, qui dépassent le cadre du projet (possibilités d'applications générales) et qui ne nécessitent pas forcément d'être suivies d'actions.
- Les « recommandations » constituent des décisions à prendre ou des mesures à appliquer pour faire évoluer des modes opératoires, des systèmes de gouvernance, des dispositifs, etc. notamment pour les phases ultérieures du projet évalué. **Elles ne sont pas obligatoires.** A la différence des « leçons », leur mise en œuvre pourra faire l'objet d'un suivi par l'AFD à la suite de l'évaluation. Une attention particulière doit être portée aux recommandations. Elles doivent être liées aux conclusions, regroupées et classées par ordre de priorité. Elles doivent également être opérationnelles et, par conséquent : en nombre très limité, précises, adressées à un (ou plusieurs) acteurs à mentionner, assorties d'un horizon temporel (court, moyen ou long terme).

Le rapport final (**livrable 3**) doit intégrer les observations du comité de pilotage et prendre en compte le fruit du travail collectif issu de l'atelier de co-construction des recommandations. Il doit contenir les conclusions et recommandations définitives de l'évaluation. Si ces observations expriment des différences d'appréciation non partagées par les consultants, celles-ci peuvent être annexées au rapport final et commentées par les consultants.

Le rapport final fera l'objet d'une restitution « élargie » pour en diffuser les leçons apprises et les recommandations.

Le rapport final devra être complété par une infographie des résultats clés (types d'activités, valeur ajoutée, chiffres clés et impacts) sous un format exploitable dans le cadre d'une communication externe. Par ailleurs, en fonction de la matière recueillie et sous réserve de la validation du comité éditorial de la division PUB, les conclusions sur la gestion des déchets et petits Etats insulaires pourront être diffusées dans le cadre de la publication QDD de l'AFD.

5 Organisation de l'évaluation

5.1 Durée et calendrier de l'évaluation

A titre indicatif, et sous réserve de la signature du contrat, la date de démarrage interviendrait d'ici fin mai 2025. Elle pourrait se terminer d'ici fin octobre 2025. Ainsi, l'évaluation suivra le calendrier indicatif suivant :

- Remise de la note de cadrage : mi-juin 2025
- Remise du rapport provisoire : mi-septembre 2025
- Remise du rapport final : mi-octobre 2025
- Réunion de restitution: fin octobre 2025

5.2 Pilotage et suivi de l'évaluation

La division VIL avec l'appui de la division EVA constituent le comité de pilotage de la prestation. Le comité de pilotage i) s'assure du suivi contractuel et du bon déroulement de la prestation, ii) facilite la récupération des documents clés et la mise en relation avec les parties prenantes, et iii) discute, commente et valide les livrables.

Elle conviera un certain nombre d'autres parties prenantes (Agences, ARB, FFEM, OSC et CLN) essentiellement interne lors des principales réunions de présentation des livrables

Des restitutions périodiques aux MOA seront réalisées.

Le processus d'évaluation sera ponctué par les réunions suivantes :

- Réunion du comité de pilotage au lancement de l'évaluation : au démarrage de l'évaluation pour échanger sur les enjeux de l'évaluation et les questions organisationnelles (besoin de documentation, dates potentielles de mission de terrain, etc.)
- Réunion du comité de pilotage : présentation et discussion de la note de cadrage
- Réunion du comité de pilotage : échange sur le rapport provisoire de l'évaluation
- Restitution de l'évaluation

6 Moyens : expertises recherchées et budget

6.1 Compétences requises pour mener l'évaluation

Les compétences requises pour réaliser cette évaluation sont celles d'une équipe d'experts couvrant les domaines suivants :

- Connaissance et expérience professionnelle en matière d'évaluation de projet, programme ou politique publique – 7 ans d'expériences minimum ;
- Expérience en matière de coopération au développement ;
- Connaissances et expertises techniques et sectorielles dans les domaines de
 - Gestion des déchets
 - Gestion des plastiques
 - Connaissance en économie de services de gestion des déchets
 - Compétences en matière de climat et de biodiversité
- Expérience dans les états insulaires en développement
- Capacités linguistiques adéquates - Français et Anglais.
- Une expérience en animation de réflexions participatives serait fortement appréciée.

6.2 Budget de l'évaluation

Le budget total de la prestation ne devra pas excéder 55 000 euros HT.

7 Annexes aux Termes de Référence

7.1 Annexe 1– Cadre logique des projets

A ajouter

7.2 Annexe 2 – Plan du rapport d'évaluation

- Page de garde : cartouche de présentation du projet, un paragraphe présentant les objectifs des projets et les conclusions de l'évaluation et de la capitalisation (1 à 2 pages)
- Justification, objectif et méthodologie de l'évaluation puis de la capitalisation (1 page)
- Logique initiale et déroulement effectif de chacun des trois projets projet (3 pages)
- Résultats des deux travaux évaluatifs (10 à 12 pages, organisées selon les questions évaluatives ou critères CAD pour la partie évaluation)
- Leçons (optionnel 0,5 à 1 page)
- Recommandations (optionnel, 0,5 à 1 page)
- Annexes : au-delà des informations de détail complémentaires ne pouvant pas figurer dans le rapport principal, les annexes comporteront :
 - Une fiche synthétique de 2-3 pages pour l'évaluation de chacun des trois projets
 - Un document indépendant présentant les résultats détaillés de la capitalisation